

02906 x 0 107



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Direction de l'action locale
Bureau des procédures environnementales

Agence Régionale de Santé de Lorraine
Délégation territoriale de Meurthe-et-Moselle
Cellule milieux extérieurs

ARRETE PREFECTORAL

Portant :

1°) Déclaration d'utilité publique

a) des travaux de dérivation des eaux par captage des sources du Vieil Etang par la commune d'Angomont

b) d'établissement des périmètres de protection de ces points d'eau

2°) Autorisation de poursuivre l'utilisation d'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,
Chevalier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite,

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1321-1 à L.1321-10 et R.1321-1 à R.1321-63 ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.214-1 à L.214-6, L.214-8 et L.215-13 ;

VU le code de l'expropriation et notamment les articles L.11-1 à L.11-8 et R.11-1 à R.11-31 ;

VU le code forestier et notamment les articles R.412-19 à R.412-27 ;

VU le décret modifié n°55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière et le décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321-12 et R.1321-42 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 janvier 1981 modifié portant règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération du conseil municipal d'Angomont du 15 novembre 2005 sollicitant la déclaration d'utilité publique de dérivation et d'établissement des périmètres de protection des sources du Vieil Etang à Angomont ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête publique du 12 janvier 2012 préalable à la déclaration d'utilité publique de dérivation par captage et d'établissement des périmètres de protection des sources du Vieil Etang sur et par la commune d'Angomont ;

VU l'arrêté préfectoral d'ouverture d'enquête parcellaire du 31 mai 2012 en vue de la détermination des immeubles concernés par les périmètres de protection réglementaires précités sur le territoire de la commune d'Angomont ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 10 octobre 2007 ;
VU la régularisation de prélèvement au titre du code de l'environnement délivré à la commune d'Angomont le 20 août 2010 ;
VU les avis du commissaire enquêteur du 05 mars 2012 sur l'enquête publique et du 02 octobre 2012 sur l'enquête parcellaire ;
VU l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques au cours de sa séance du 13 décembre 2012 ;

CONSIDERANT que l'établissement des périmètres de protection vise à préserver la qualité de la ressource en eau destinée à la consommation humaine ;

CONSIDERANT que les besoins en eau destinée à la consommation humaine de la commune d'Angomont énoncés à l'appui du dossier sont justifiés ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu de mettre en conformité avec la législation les installations de production et de distribution des eaux destinées à la consommation humaine de la commune d'Angomont ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

TITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} - Objet

Le présent arrêté concerne :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux souterraines par captage des sources du Vieil Etang sur et par la commune d'Angomont ;
- 2°) l'établissement des périmètres de protection autour de ce point d'eau ;
- 3°) l'autorisation de poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 2 - Déclaration d'utilité publique

Sont déclarés d'utilité publique au bénéfice de la commune d'Angomont :

- 1°) les travaux de dérivation des eaux dans le milieu naturel pour la production d'eau destinée à la consommation humaine, par captage des sources du Vieil Etang en application de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;
- 2°) l'établissement de périmètres de protection autour de ce point d'eau et l'institution de servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique.

TITRE II – DERIVATION DES EAUX

Article 3 - Situation

La commune d'Angomont est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines par le captage ci-après identifié :

| Appellation | Commune | Parcelle | Code minier | Coordonnées Lambert II étendu (m) | |
|------------------------|----------|----------|-------------|-----------------------------------|-----------|
| | | | | X | Y |
| Sources du Vieil Etang | Angomont | 117 | 02706X0107 | 941 222 | 2 399 928 |

Article 4 - Débits prélevés

Le débit prélevé ne peut excéder 55 m³/j soit 20 000 m³/an.

Article 5 - Sauvegarde des intérêts généraux

Dans l'hypothèse où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux sont compromises par cette dérivation, la collectivité doit restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui sont à fixer par l'autorité administrative responsable de la police des eaux.

Article 6 - Mesures de débits de prélèvement

Les appareils de contrôle des débits prélevés sont conformes aux normes AFNOR.

La collectivité tient un registre d'exploitation sur lequel seront reportés les renseignements suivants :

- débit maximum horaire et volume journalier produit, une fois par semaine ;
- incidents survenus tels que pannes et non-conformités des eaux ;
- modifications d'installations.

Ce registre est examiné et visé par les agents chargés de la police des eaux.

Un compte rendu annuel d'exploitation est transmis au service chargé de la police des eaux. Ce compte rendu fournit les données suivantes :

- débit horaire maximum prélevé, en m³/h ;
- débit journalier maximum prélevé, en m³/j ;
- volumes mensuels prélevés et volumes totaux annuels prélevés ;
- incidents survenus et modifications d'installation.

Ce compte rendu peut être remplacé par le compte rendu technique dressé par le gestionnaire en cas de gestion déléguée tel que l'affermage.

Article 7 - Indemnisation

La collectivité indemnise les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux, des dommages qui leurs ont été causés par la dérivation des eaux.

TITRE III – PERIMETRES DE PROTECTION DU POINT D'EAU

Article 8 - Définition des périmètres de protection

Le plan parcellaire et l'état parcellaire annexés au présent arrêté précisent la situation cadastrale des parcelles incluses dans les périmètres de protection immédiate et rapprochée.

8-1 - Périmètres de protection immédiate

Le périmètre de protection immédiate des sources du Vieil Etang est situé sur la commune d'Angomont et concerne la parcelle ci-dessous :

| Commune | Section | Lieu dit | N° de parcelles |
|---|---------|-------------|-----------------|
| Angomont | A | A Long Rupt | 117 en partie |
| <i>Surface totale du périmètre immédiat</i> | | | 1 a 99 ca |

8-2 - Périmètres de protection rapprochée

Le périmètre de protection rapprochée des sources du Vieil Etang est situé sur la commune d'Angomont et concerne les parcelles suivantes :

| Commune | Section | Lieu dit | N° de parcelles |
|--|---------|-------------|-------------------------|
| Angomont | A | A Long Rupt | 87 en partie |
| Angomont | A | A Long Rupt | 88 en partie |
| Angomont | A | A Long Rupt | 117 en partie |
| Angomont | A | A Long Rupt | 128 en partie |
| Surface totale du périmètre rapproché | | | 14 ha 61 a 61 ca |

Article 9 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection immédiate (PPI)

Les terrains nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate doivent être et demeurer la propriété de la commune d'Angomont.

Ils doivent être clôturés et n'être accessibles qu'aux seules personnes chargées du contrôle ou de l'entretien des ouvrages. Toute activité autre que celles directement liées à l'entretien des ouvrages ou de leurs abords est interdite. La clôture adaptée à la configuration du terrain devra permettre aux engins et camions forestiers de circuler et manœuvrer.

Les surfaces des périmètres de protection immédiate sont déboisées et régulièrement entretenues. L'herbe est régulièrement fauchée, avec exportation des résidus. Aucun épandage ou dépôts de produits chimiques (engrais, phytosanitaires, ...) n'y est autorisé.

Article 10 - Prescriptions imposées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée (PPR)

A l'intérieur de ce périmètre est interdit ou réglementé tout fait ou activité susceptible d'altérer la qualité de l'eau ou d'en modifier les caractéristiques et le sens d'écoulement et notamment :

10.1 - Travaux souterrains

ACTIVITES INTERDITES

10.1.1 La création de tout ouvrage de captage d'eau (forages, puits...) dans le même aquifère, excepté pour le renforcement ou la substitution de la ressource actuelle dans un but de production publique d'eau destinée à la consommation humaine.

10.1.2 L'ouverture de fouilles, tranchées, excavations de plus d'un mètre de profondeur excepté celles nécessaires au passage des canalisations d'adduction d'eau potable et des gaines techniques.

10.1.3 L'ouverture et l'exploitation de carrières.

10.1.4 La réalisation de mares et d'étangs.

10.1.5 Tout remblai n'étant pas de nature strictement inerte.

10.2 - Stockages et dépôts : déchets, hydrocarbures, produits chimiques de synthèse

ACTIVITES INTERDITES

10.2.1 L'installation d'ouvrages de transport et de dépôt/stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.

10.2.2 Les stockages de produits destinés aux cultures (voir rubriques 10.3 et 10.4).

10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires

ACTIVITES INTERDITES

10.3.1 Le stockage de produits phytosanitaires excepté dans les locaux dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté.

10.3.2 La préparation de bouillies de traitement et le remplissage du pulvérisateur excepté sur une aire de remplissage conforme à la réglementation en vigueur et existante à la date de signature du présent arrêté

10.3.3 La vidange de fonds de cuve de produits phytosanitaires.

10.3.4 L'épandage de tout produit phytosanitaire.

10.4 - Stockage et épandage d'engrais azotés

ACTIVITES INTERDITES

10.4.1 Le stockage d'engrais azotés organiques ou de synthèse, y compris fumier, excepté dans les hangars dédiés conformes à la réglementation en vigueur et existants à la date de signature du présent arrêté.

10.4.2 L'épandage d'engrais et amendements azotés.

10.4.3 L'épandage de boues de station d'épuration.

10.4.4 L'épandage de boues industrielles.

10.4.5 L'épandage de produits liquides : purin, lisier, fumier peu pailleux ou fumier de raclage et jus d'ensilage.

10.5 - Eaux usées et eaux pluviales

ACTIVITES INTERDITES

10.5.1 L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.

10.5.2 Les rejets d'eaux usées domestiques.

10.5.3 Les stockages d'effluents domestiques collectifs.

10.5.4 Les stations d'épuration, le lagunage et les rejets d'installations autonomes de traitement d'eaux usées.

10.5.5 Les rejets et le stockage d'eaux usées et d'effluents industriels.

10.5.6 Les bassins de décantation d'effluents industriels ou urbains et les rejets de bassins d'infiltration d'eaux pluviales.

10.5.7 L'infiltration des eaux de ruissellement en provenance des aires, voies de circulation et aires de stationnement.

10.5.8 Les rejets d'effluents agricoles.

10.6 - Constructions

ACTIVITES INTERDITES

10.6.1 Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.

10.6.2 La création de cimetières

10.6.3 Les installations classées

10.6.4 Les silos produisant des jus de fermentation.

10.6.5 Les bâtiments d'élevage et d'engraissement.

10.7 - Activités agricoles

ACTIVITES INTERDITES

10.7.1 Le pacage des animaux

10.7.2 Tout aménagement favorisant le regroupement des animaux (abreuvoirs, abris destinés au bétail, installations mobiles de traite...) et ne permettant pas le maintien du couvert végétal.

10.7.3 La suppression des prairies permanentes existantes à la signature du présent arrêté.

10.7.4 La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées.

10.7.5 Le maraîchage, les serres et pépinières, à l'exception du jardinage à usage unifamiliale.

10.7.6 Le drainage de terres agricoles.

| 10.8 - Activités forestières |
|---|
| <u>ACTIVITES INTERDITES</u> |
| <p>10.8.1 Les défrichements en application de l'article L.311-3 du Code Forestier.</p> <p>10.8.2 Les coupes à blanc à moins de 100 m des captages excepté en cas de dépérissement forestier (voir activités réglementées).</p> <p>10.8.3 Le débardage à moins de 100 m des captages.</p> <p>10.8.4 La création de pistes forestières à moins de 100 m des captages.</p> <p>10.8.5 La création de cloisonnements d'exploitation sylvicole ces derniers étant aménagés provisoirement pour le débardage, à moins de 50 mètres des captages.</p> <p>10.8.6 Les aires de stockage de grumes à moins de 200 mètres des captages.</p> <p>10.8.7 Le traitement phytosanitaire à l'aide de produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance, excepté en cas de force majeure lorsque le peuplement forestier est menacé (voir activités réglementées).</p> <p>10.8.8 Le traitement sur place du bois abattu (à mentionner dans les clauses de vente du bois).</p> |

| 10.9 - Voies de circulation |
|--|
| <u>ACTIVITES INTERDITES</u> |
| <p>10.9.1 La construction de voie ferroviaire, de voie navigable, et d'aires de stationnement.</p> <p>10.9.2 Le traitement chimique des aires de stationnement, voies routières et ferrées par épandage de produits.</p> |

1
0
0
9
1
3

| 10.10 - Activités de loisir |
|---|
| <u>ACTIVITES INTERDITES</u> |
| <p>10.10.1 Toute action susceptible d'attirer le gibier (aires d'affouragement et d'agrainage...) à moins de 100 m des captages.</p> <p>10.10.2 Toute création et tout entretien de souilles artificielles.</p> <p>10.10.3 L'utilisation de produits répulsifs contenant des molécules de synthèse.</p> <p>10.10.4 Les campings, caravanings et annexes.</p> <p>10.10.5 La création de terrain de golf.</p> <p>10.10.6 La pratique des sports mécaniques (moto-cross, véhicules tout-terrain, quad...</p> |

Article 11 - Travaux à réaliser

Les travaux et opération de mise en conformité listés ci-dessous seront réalisés dans le délai de 2 ans :

- la parcelle nécessaire à la constitution du périmètre de protection immédiate sera acquise par la commune ;
- des clôtures, d'une hauteur de deux mètres et d'un maillage suffisamment fin pour empêcher la pénétration des animaux, seront posées autour du périmètre de protection immédiate, de la station de traitement et de pompage (parcelle 266) et autour du réservoir (parcelle 70). La clôture adaptée à la configuration du terrain devra permettre aux engins et camions forestiers de circuler et manœuvrer ;

- les extrémités aval des trop-pleins des captages seront munies de clapets pour éviter l'intrusion d'animaux ;
- les orifices d'aération des captages seront munis de grillage fin ;
- le capot de fermeture du captage de la source n°1 sera remplacé par un capot étanche aéré du même type que la source n°2 ;
- l'arrivée de la source de Réhémont dans le captage sera obturée.

Article 12 - Réglementation des activités, installations et dépôts existants à la date du présent arrêté

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté doivent satisfaire aux obligations des articles 9 et 10 dans un délai maximum d'un an à compter de la publication du présent arrêté.

Article 13 - Contrôle des prescriptions et sanctions

Le maire de la commune d'Angomont est chargé du contrôle de l'application du présent règlement à l'intérieur des périmètres de protection.

Quiconque aura contrevenu aux dispositions des articles 9 et 10 du présent arrêté sera passible des peines prévues par les articles L.1324-3 et L.1324-4 du code de la santé publique.

Article 14 - Cessibilité

Sont déclarés cessibles, conformément au plan parcellaire visé à l'article 8, les propriétés désignées à l'état parcellaire annexé nécessaires à la constitution du périmètre de protection immédiate.

La commune d'Angomont est autorisée à acquérir en pleine propriété soit à l'amiable soit par voie d'expropriation en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à l'établissement des périmètres de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de 5 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 15 - Publicité

Un extrait de cet acte est adressé à chaque propriétaire intéressé afin de l'informer des servitudes qui grèvent son terrain, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. Lorsque l'identité ou l'adresse d'un propriétaire est inconnue, la notification est faite au maire de la commune sur le territoire de laquelle est située la propriété soumise à servitudes, qui en assure l'affichage et, le cas échéant, la communique à l'occupant des lieux.

Il est affiché à la mairie de la commune d'Angomont pendant une durée minimale de deux mois. Une mention de cet affichage est insérée dans deux journaux locaux.

Les servitudes afférentes aux périmètres de protection sont annexées au document d'urbanisme dans un délai maximum de 3 mois conformément aux conditions définies aux articles L126-1 et R126-1 à R126-3 du code de l'urbanisme.

Le maire de la commune d'Angomont conserve l'acte portant déclaration d'utilité publique et délivre à toute personne qui le demande les informations sur les servitudes qui y sont rattachées.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TITRE IV – UTILISATION DE L'EAU A DES FINS DE CONSOMMATION HUMAINE

Article 16 - Situation

La collectivité est autorisée à poursuivre l'utilisation de l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine.

Article 17 - Traitement

L'eau prélevée fait l'objet, avant distribution, de traitement agréé par le ministère chargé de la santé, de neutralisation et de désinfection afin d'assurer en permanence la distribution d'une eau conforme aux exigences de qualité réglementaire.

Article 18 - Contrôle de la qualité de l'eau

Le contrôle de la qualité de l'eau est réalisé conformément au programme fixé par l'agence régionale de santé de Lorraine, selon la réglementation en vigueur.

TITRE V – DISPOSITIONS DIVERSES

Article 19 - Annexes

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- **Annexe 1** : Plan au 1/15 000 du périmètre de protection rapprochée,
- **Annexe 2** : Plan parcellaire au 1/2500 des périmètres de protection immédiate et rapprochée,
- **Annexe 3** : Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée

Article 20 - Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois pour l'exploitant à compter de la date de notification et de un an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 21 – Diffusion

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Bureau des recherches géologiques et minières de Lorraine,
- à la Direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement de Lorraine,
- à l'Office national des forêts de Lorraine,
- au Centre régional de la propriété forestière de Lorraine-Alsace,
- à l'Agence de l'eau Rhin-Meuse,
- au Président du Tribunal administratif de Nancy
- au Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle
- au Président de la Chambre d'Agriculture de Meurthe-et-Moselle

Article 22 - Exécution

- le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle,
- le sous-préfet de Lunéville,
- le Directeur général de l'Agence régionale de santé de Lorraine,
- le Directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
- le Maire de la commune d'Angomont,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 JAN. 2013
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Jean-François RAFFY

